

Quelle soirée! Jamais je n'ai vu tant de gens aussi humiliés, aussi écrasés que le gouvernement et ses amis ce jour-là. Et on nous dit maintenant que tout va bien, que tout est racheté, qu'un comité a été constitué et qu'ils ont devisé d'un plan pour circonvenir, avilir et saper les principes fondamentaux du Parlement. J'ignore de quels députés il s'agit mais, d'après les journaux, le député de Medicine Hat (M. Olson) est de ce nombre. (*Exclamations*)

Il a tourné casaque, il y a deux ans. Il était de ce côté-ci, il y a quelque temps; il revient dans cette direction-ci.

On dit que tout est arrangé. Je ne traiterais pas des propos que l'on prête au premier ministre, vu qu'il n'est pas ici, mais un article de la Presse canadienne donnait hier soir un exposé détaillé de grand rôle qu'il a joué. Je veux parler de la phrase élogieuse où l'on disait: «Il est revenu; le gouvernement a cessé peu à peu de perdre du terrain; il a tout arrangé et il les a tous ralliés».

Ma foi, monsieur l'Orateur, quelle dénaturation des faits dans le projet de résolution suivant:

Que la Chambre ne considère pas son vote du 19 février lors de la troisième lecture du bill n° C-193, qui avait été approuvé à toutes les étapes antérieures, comme un vote de défiance à l'endroit du gouvernement.

Alors pourquoi faire sonner le timbre? Pourquoi ne pas proposer de vote n'importe quand? Je ne citerai pas les autorités de nouveau. Cela a été fait à satiété. Je souligne une chose: peu importe les faux-fuyants, la casuistique, les circonlocutions ou la tromperie pure et simple, rien ne changera les paroles suivantes. Je vais citer de la page 461 de *Cabinet Government* de Jennings, ce modèle des principes du gouvernement parlementaire cité par le premier ministre:

Quatre facteurs déterminent vraiment l'attitude d'un gouvernement devant une défaite parlementaire. Le premier est la perte de son prestige.

Le gouvernement actuel n'a pas à s'inquiéter de ce côté-là. Le deuxième facteur est celui-ci, et je n'y ajoute pas un seul mot personnel:

Un gouvernement faible est un mauvais gouvernement.

Le gouvernement est faible et il le sait. Il se raccroche voracement au pouvoir, car il se sait perdu. Il a imaginé ce simulacre de tactique parlementaire, suivant ainsi l'exemple de Mackenzie King. En 1940, M. King convoqua

[Le très hon. M. Diefenbaker.]

le Parlement en lui promettant une nouvelle session. Le Parlement se réunit à 2 h. 30 et, à 4 heures, M. King déclarait: «La session est terminée, je viens de dissoudre le Parlement.» Il s'en est tiré. En 1926 se produisait le célèbre incident Byng-King, dont le parti libéral sortit indemne. Il ne répéta pas son exploit en 1956, cependant, alors qu'il a bafoué le Parlement et foulé aux pieds les principes les plus sacrés de cette institution. Le gouvernement pensait que le peuple oublierait.

Je poursuis ma lecture:

La défaite est un signe de faiblesse qui ne peut être effacé que par la démission ou la dissolution.

Là Jennings ne sait de quoi il parle. Ce petit problème peut être surmonté si vous avez des alliés créditistes qui croient dans l'aphorisme suivant:

A merciful Providence fashioned us holler
O'purpose that we might our principles swaller.

Je poursuis:

● (4.10 p.m.)

Le deuxième est la force de sa propre cohésion.

Hé bien! Si les propos tenus par les huit candidats reflètent la cohésion, qu'on nous donne de la désunion.

Le troisième est la nature de la question qui a causé la défaite. Il est imprudent de risquer la dissolution sur un point qui peut faire l'objet d'attaques à la tribune, à moins de posséder une bonne défense pouvant séduire les masses.

Ma foi, je ne voulais pas lire ces lignes. Comme vous voilà apeurés!

Le quatrième est l'importance du projet de loi ou de la question sur lequel le gouvernement a été défait. Une défaite sur une partie importante du budget, comme en 1852 et en 1895, est évidemment d'une importance trop grande pour qu'on puisse passer outre.

C'est ainsi que le parti d'en face a subi une défaite. Les Canadiens veulent qu'on agisse. On nous dit à présent que le Canada se trouve dans une situation financière terrible: c'est à cette conclusion que le ministre des Finances (M. Sharp) en est arrivé. Où sont les déclarations glorieuses des deux dernières années, alors qu'on nous assurait que tout allait bien, que tout était parfait. Nous affrontons aujourd'hui une situation financière terriblement grave. Il faut y faire face. Le peuple veut de l'action. Il veut qu'on le soulage du pire fardeau fiscal de notre histoire. Que nous promet-on? On nous dit: «Si vous adoptez cette motion, il ne sera plus question de la surtaxe de 5 p. 100, et nous allons